

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 122

Du 3 au 9 mai 1985

POLITIQUE

Un gradé perd son poste
Maintien du budget pour la défense
Publications du CACIF interdites
Enquête sur la situation des Droits de l'Homme
Inévitables remous sociaux
Apprentissage contre-insurrectionnel

CONTRE-INSURRECTION

Contraintes exercées à l'encontre de la population

INSURRECTION

ORPA attaque une base militaire
Attaque d'un détachement d'avant-poste
Garnison assiégée
Attaques de l'Armée repoussées
Actions insurrectionnelles à El Peten

SITUATION SOCIALE

Actions lors du Jour du Travail
Les assassinats et les enlèvements continuent

DROITS DE L'HOMME

En un seul jour
Gouvernement rendu responsable
Répression exercée par l'Armée à Santiago



609. 12315

POLITIQUE

UN GRADE PERD SON POSTE

Le 6 mai, le Général Oscar Mejia Victores supprimait, par le biais d'un décret-loi, le poste de Coordinateur Général de l'Administration Publique exercé par le Chef de l'Etat-Major de la Direction de l'Etat, le Colonel Pablo Nuila Hub, qui parmi ses diverses fonctions avait celle de diriger les activités des Ministères de l'Etat.

Nuila Hub, dont le poste était considéré par les milieux de presse comme un "super-ministère", est un des hommes forts de régime actuel.

MAINTIEN DU BUDGET POUR LA DEFENSE

Le 3 mai, le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, faisait savoir qu'à l'exception de la Défense, tous les ministères devront réduire leurs budgets pour pallier au déficit budgétaire de 400 millions de dollars du gouvernement.

Mejia a ajouté qu'en dépit des mesures d'austérité que le pays devait prendre, suffisamment d'argent sera alloué à la défense pour maintenir la sécurité du pays, "d'autant plus que le pays est à proximité d'une poudrière".

PUBLICATIONS DU CACIF INTERDITES

Le 6 mai, le gouvernement, faisant fi des principes de Liberté d'expression, interdisait la publication, sous forme d'annonces payantes, de propagande émanant des secteurs de l'Initiative Privée où on signalait que la crise économique était due à l'abus des dépenses publiques et à l'émission inconsidérée de papier monnaie. Le gouvernement a déclaré qu'il estimait devoir mettre un terme à ce type de messages.

ENQUETE SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Des délégations de la Commission Inter-Américaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains -CIDH-OEA- et de l'Internationale Socialiste -IS- se sont rendues, le 7 mai, au Guatemala pour constater quelle est la situation des Droits de l'Homme dans le pays.

La Commission de l'OEA, présidée par le mexicain, Cesar Sepulveda, comporte les membres suivants : Marco Gerardo Monroy Cabre, de Colombie, Bruce Mc Colm, des Etats-Unis et, Andres Aguilar, de Vénézuéla. La délégation de l'IS est présidée par l'ex-président du Vénézuéla Carlos Andres Perez.

INEVITABLES REMOUS SOCIAUX

Le 1 mai, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG-, dans un communiqué diffusé le Jour International du Travail, signalait que d'inévitables remous sociaux se produisent au Guatemala étant donné la crise structurelle, la dépendance, la corruption et, les coûts que représentent l'appareil contre-insurrectionnel du régime. Ces éléments ont conduit le pays vers la plus grave crise de son histoire et ont réduit le peuple guatémaltèque à la plus cruelle misère.

L'URNG, qui comprend les Organisations Révolutionnaires Armées de ce pays, stipule que les peuples centre-américains sont constamment agressés par le gouvernement américain et elle a mis en garde contre la menace d'une intervention directe des troupes américaines dans la région.

APPRENTISSAGE CONTRE-INSURRECTIONNEL

Le Vice-Ministre de la Sécurité du Salvador et le Directeur de l'Académie de Police de ce même pays, respectivement les Colonels Carlos Reynaldo Lopez Nuila et Roberto Armando Rivera, se sont rendus au Guatemala les 5 et 6 mai, où ils ont bénéficié des conseils et de l'apprentissage de la contre-insurrection urbaine.

Lopez Nuila a déclaré à la presse nationale "qu'ils désiraient bénéficier de telles expériences pour les appliquer dans leur pays" et, il a ajouté que les organismes de Sécurité des deux gouvernements se sont mis d'accord pour maintenir une étroite collaboration entre eux.

CONTRE-INSURRECTION

CONTRAINTE EXERCEES A L'ENCONTRE DE LA POPULATION

Le 2 mai, les habitants de la colonie "Tierra Nueva" (Terre Nouvelle), située dans la Municipalité de Chinautla, dans les faubourgs de la capitale, Guatemala, ont indiqué

que les autorités militaires exercent des contraintes à l'encontre des membres de colonies marginales de la capitale pour que ces derniers s'incorporent dans les Patrouilles d'Auto-Défense Civiles aux fins de contrôler le mécontentement croissant provoqué par la sérieuse crise économique et politique qui affecte le pays.

En outre, ces mêmes personnes signalent que le militaire mandaté, Juan Divas Agreda, protégé par l'Armée, est coupable "d'abus de pouvoir, de mauvais traitements, de menaces et harcèlements" envers la population de la dite colonie.

INSURRECTION

ORPA ATTAQUE UNE BASE MILITAIRE

Le 30 avril, les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont lancé une attaque d'artillerie, accompagnée de feu de mitrailleuses et autre fusillades contre l'importante base militaire numéro 18, située dans la capitale du département de San Marcos. Ces informations proviennent de communiqués de presse de l'Armée et l'insurrection.

L'attaque, qui a duré quelques 30 minutes, a entraîné des dégâts partiels aux installations militaires et, selon les insurgés, un nombre indéterminé de pertes.

De même, le 2 mai, des unités de l'ORPA ont occasionné 9 pertes aux troupes de l'Armée qui cherchaient les rebelles dans les montagnes qui entourent le chef-lieu du département de San Marcos et les rives du fleuve Ixchel.

ATTAQUE D'UN DETACHEMENT D'AVANT POSTE

Le 5 mai, un communiqué insurrectionnel signalait que le 3 mai, l'ORPA avait attaqué au mortier et aux explosifs "l'avant-poste de combat Santa Ana Berlin", situé dans la ville de Coatepeque, dans le département occidental de Quezaltenango. Le 6 mai, l'Armée reconnaissait l'attaque des rebelles.

L'ORPA signale qu'au sein de ce détachement, qui compte quelques 500 soldats, des hélicoptères et des troupes spécialisées dans la contre-insurrection, on coordine les activités de répression dans cette région. Les insurgés affirment que l'attaque a duré plus de 10 minutes et que les forces gouvernementales ont été prises de court et n'ont pas pu riposter au feu nourri.

GARNISON ASSIEGEE

Selon un communiqué de l'insurrection rendu public le 5 mai, les forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- ont attaqué, le 2 mai, avec fusils et grenades, les installations d'une garnison de l'Armée située dans la bourgade de Kajchip, Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays, provoquant de la sorte 11 pertes : 7 morts et 4 blessés parmi les soldats et, des dégâts dans les installations militaires.

ATTAQUES DE L'ARMEE REPOUSSEES

L'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- signalait que le 5 mai, aux alentours de Parraxquín, dans la municipalité San Pedro La Laguna, située dans le département central de Solola, une unité de l'Armée a essayé de prendre d'assaut une position insurrectionnelle mais, elle a été repoussée sous un feu nourri de lance-grenades, mitrailleuses et fusils, provoquant de la sorte un repli désordonné de l'Armée.

Selon le communiqué insurrectionnel, diffusé le 7 mai, 20 minutes plus tard, les forces gouvernementales ont essayé d'opérer une percée mais leur avant-garde a été détruite par l'explosion d'une mine qui, en outre, a occasionné un nombre indéterminé de blessés. Ensuite, les forces insurrectionnelles ont occupé, trois heures durant, le village de Parraxquín où elles ont organisé une réunion politique avec la population.

ACTIONS INSURRECTIONNELLES A EL PETEN

Selon le journal Prensa Libre du 4 mai, les FAR, Forces Armées Rebelles ont, le 30 avril, occupé un tronçon de route durant 15 heures et ont tendu une embuscade aux troupes de l'Armée au sein desquelles elles ont occasionné un nombre non spécifié de pertes. Ces actions furent menées à bien dans la municipalité Dolores, située dans le département septentrional de El Peten.

SITUATION SOCIALE

ACTIONS LORS DU JOUR DU TRAVAIL

Face à l'impossibilité d'organiser des actions publiques de célébration du Jour International du Travail, des membres des organisations populaires et syndicales ont distribué, au cours de la nuit du 1 mai, des tracts où figuraient leurs préoccupations devant l'augmentation du coût de la vie et la violence officielle.

Parmi les organisations qui ont émis des communiqués, en cette occasion, on peut citer : la Centrale Nationale de Travailleurs, le Syndicat Central des Travailleurs Municipaux et des Associations Estudiantines de l'Université Nationale de San Carlos.

LES ASSASSINATS ET LES ENLEVEMENTS CONTINUENT

Le 2 mai, dans un encart payant publié dans les milieux de presse nationaux sous le couvert du Jour International du Travail, le Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise Centre-Américaine du Verre -STICAVISA- dénonçait les violations des Droits de l'Homme, la mauvaise administration et, les grandes fuites de capitaux à l'étranger comme étant les causes de l'actuelle crise économique et sociale qui sévit dans le pays.

Les syndicalistes se posent la question de savoir quand on a été le témoin de tant d'assassinats et d'enlèvements, de quelle démocratisation on peut parler au Guatemala? C'est la sixième année consécutive qu'ils se sont vu interdire la traditionnelle manifestation du 1^o mai.

DROITS DE L'HOMME

EN UN SEUL JOUR

Le 5 mai, on apprenait que plusieurs actes de violence se sont produits. Parmi eux, on peut citer : l'enlèvement par des agents de sécurité du gouvernement de l'étudiant universitaire Jorge Mario Girón Sandoval qui, fut emmené hors de chez lui, c'est-à-dire la capitale, en présence de ses proches. Deux jours plus tard, ces mêmes agents revenaient à son domicile pour effectuer un contrôle et une perquisition minutieuse.

On a trouvé, flottant au gré du fleuve Madre Vieja, deux cadavres portant des traces de torture qui rendent impossible leur identification. A Santa Maria Ixtahuatan, Santa Rosa, était assassinée, chez elle, Maria Angela Ramos. Ces agresseurs ont été identifiés par ses proches comme étant des effectifs des Corps de Sécurité du gouvernement qui, ont également gravement blessé monsieur Fernando Ramirez.

GOVERNEMENT RENDU RESPONSABLE

Le 3 mai, à Caracas, au Venezuela, la Fédération Latino-Américaine des Familles des Détenus et Disparus -FEDEFAM-, faisait savoir que le gouvernement guatémaltèque est responsable de la "vague d'assassinats contre les dirigeants du mouvement des Familles des Détenus et Disparus de ce pays". La Fédération évalue à 35 000 le nombre des victimes de cas de disparition forcée, au cours de ces dernières années, au Guatemala.

REPRESSION EXERCEE PAR L'ARMEE A SANTIAGO

Le 29 avril, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG-, section Quetzaltenango, soulignait que l'Armée a repris la préparation et le lancement d'une campagne de répression massive à l'encontre de la population civile de la municipalité de Santiago Atitlan, dans le département de Solola.

Cette accusation fait également mention de la suspension provisoire, par le gouvernement, du fait des pressions internationales, des campagnes de violation massive des Droits de l'Homme à Santiago Atitlan. Cependant au cours des derniers jours du mois d'avril, il a repris sa politique de répression avec l'enlèvement de 5 paysans de cette bourgade.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX